N° 408950

Société P&T Technologie

2ème et 7ème chambres réunies

Séance du 11 avril 2018

Lecture du 16 mai 2018

CONCLUSIONS

M. Guillaume ODINET, rapporteur public

Cette affaire vous permettra de compléter et d'éclairer votre jurisprudence relative à l'appréciation de l'intérêt donnant qualité pour demander l'annulation de permis de construire des éoliennes.

La société P&T Technologie entend ériger cinq éoliennes (et un poste de livraison) sur le territoire de la commune de la Chapelle-Glain (Loire-Atlantique). Après que le refus initialement opposé à sa demande de permis de construire a été annulé par un jugement du tribunal administratif de Nantes devenu définitif, un tel permis lui a été accordé par arrêté préfectoral du 23 janvier 2012.

Les consorts F..., propriétaires et occupants d'un château des alentours, ont alors saisi le tribunal administratif de Nantes d'une demande tendant à l'annulation de ce permis. Cette demande a été rejetée par un jugement du 30 décembre 2014. Mais, saisie en appel, la cour de Nantes, après avoir admis l'intérêt pour agir, a annulé ce jugement et l'intérêt préfectoral sur un double fondement, au motif, d'une part, que le préfet s'était illégalement senti tenu d'accorder le permis en raison du jugement ayant annulé sa première décision de refus et, d'autre part, que l'étude d'impact était insuffisante sur un point.

Ces deux motifs d'annulation nous paraissent, l'un comme l'autre, peu convaincants, mais votre contrôle de cassation sur le second, qui est limité à la dénaturation (v. not. 14 octobre 2011, Société Ocréal, n° 323257, T. pp. 734-966-1028-1033-1108), ne vous permet pas de substituer votre appréciation à celle des juges du fond. Si bien que, même en censurant le premier motif, l'arrêt de la cour est, sur le fond, à l'abri de toute annulation, par application de votre jurisprudence Commune de Barcarès (Section, 22 avril 2005, n° 257877, Rec. p. 170 av. les concl. du pt. Stahl). C'est en faisant ce constat que votre 2e chambre jugeant seule a refusé d'admettre le pourvoi que le ministre chargé de l'environnement avait formé contre cet arrêt, en n'en critiquant seulement les appréciations sur le fond.

Si le pourvoi de la société requérante a, au contraire, été admis en cassation à l'issue de la même séance de chambre jugeant seule, c'est que les motifs par lesquels la cour a retenu l'intérêt pour agir des consorts F..., que nous proposons à votre 2^e chambre de faire l'effort de regarder avec bienveillance, ont finalement paru mériter un examen par votre formation de jugement. Rappelons que vous contrôlez de tels motifs au titre de l'erreur de droit quant aux critères retenus et au titre de la qualification juridique quant à l'appréciation de l'intérêt pour agir (v. 9 décembre 1996, Association pour la sauvegarde du patrimoine martiniquais,

n° 155477, Rec. p. 479 ; 30 juillet 1997, Société nouvelle Etude G..., n° 157313, T. pp. 989-1041 ; 25 novembre 1998, Mme H... et commune de Bièvres, n°s 162926, 163037, Rec. p. 447).

Précisons ensuite qu'en raison de la date de délivrance du permis de construire, les dispositions de l'article L. 600-1-2 issues de l'ordonnance du 18 juillet 2013¹ relative au contentieux de l'urbanisme ne sont pas applicables à la requête des consorts F... (v. avis, 18 juin 2014, SCI Mounou et autres, n° 376113, Rec. p. 163 av. les concl. de X. de Lesquen). Toutefois, comme le soulignait A. Lallet dans ses conclusions sur la décision I... et J... (10 juin 2015, n° 386121, Rec. p. 192), cet article, en grande partie, reprend et réaffirme la jurisprudence précédente, qui exigeait déjà que la construction affecte les conditions d'occupation, d'utilisation ou de jouissance d'un bien détenu ou occupé.

Cela est particulièrement vrai en matière d'éoliennes, où votre jurisprudence a été fixée par la décision ACSV et autres du 15 avril 2005 (Association des citoyens et contribuables de la communauté de communes Saane-et-Vienne, n° 273398, T. pp. 901-1012-1013-1143). Par cette décision, vous avez fait de la visibilité des éoliennes le principal critère de l'intérêt pour agir contre un permis qui en autorise l'édification. Vous avez ainsi jugé, d'une part, qu'un requérant n'a pas intérêt à demander l'annulation d'un permis de construire des éoliennes qui ne sont pas visibles de sa propriété, alors même qu'elles sont situées à moins d'un kilomètre de cette propriété. D'autre part, vous avez admis l'intérêt pour agir d'un requérant dont la propriété est située face à un paysage agricole plat, offrant une vue dégagée, à une distance de 900 mètres d'éoliennes destinées à s'élever à 120 mètres de hauteur.

Toutefois, votre décision n'a clairement pas entendu ériger la visibilité en critère unique de l'intérêt pour agir, et résumer l'appréciation de ce dernier à la seule réponse à la question de savoir si les éoliennes peuvent être vues, d'une manière ou d'une autre, depuis le bien dont le requérant est propriétaire ou occupant. En effet, votre décision tempère le critère de la visibilité par ceux de la distance, de la configuration des lieux (tant celle du bien du requérant que celle du paysage dans lequel s'insèrent les éoliennes) et prévoit que peut également jouer, le cas échéant, un critère fondé sur les autres nuisances, notamment le bruit.

En somme, c'est seulement lorsqu'elle affecte les conditions de jouissance du bien que la visibilité des éoliennes donne intérêt pour agir contre la décision qui autorise leur édification. Il ne s'agit donc pas, pour le juge, de rechercher s'il est possible, pour les requérants, de voir les éoliennes depuis le bien qu'ils occupent, mais si la visibilité, compte tenu de la distance des éoliennes, de la configuration des lieux et de celle du bien dont le requérant est propriétaire ou occupant, est telle qu'elle affecte les conditions de jouissance de ce bien.

C'est bien en ce sens que F. Séners, dans ses conclusions sur la décision ACSV et autres, exposait que, sauf circonstances particulières, le propriétaire d'un terrain situé à une distance supérieure à 1000 mètres d'éoliennes de 120 mètres de hauteur n'est pas recevable à demander l'annulation du permis de construire ces éoliennes. Car, à partir d'une certaine distance, le fait de voir des éoliennes (c'est-à-dire de les voir au loin), ne peut plus être regardé comme affectant les conditions de jouissance du terrain.

¹ N° 2013-638.

Ce rappel de la portée de votre jurisprudence sera important, car les juges du fond ont, parfois, tendu à faire une application presque mécanique du critère de la visibilité², en le détachant des autres éléments auxquels il doit être rapporté et en oubliant, de la sorte, que votre jurisprudence ayant marqué l'importance de ce critère n'a aucunement entendu s'autonomiser de la ligne jurisprudentielle générale sur l'intérêt pour agir en matière d'urbanisme, mais simplement constater que c'est le plus souvent par leur impact visuel que les éoliennes sont susceptibles d'affecter les conditions d'occupation, d'utilisation ou de jouissance d'un bien.

L'arrêt contesté en l'espèce en est, nous croyons, une bonne illustration.

En effet, après avoir relevé que les cinq éoliennes seraient situées à environ 2,5 kilomètres du château des requérants et auraient une hauteur totale de 116 mètres, la cour a déduit leur intérêt pour agir de la seule circonstance que ces éoliennes seraient visibles depuis le château, alors même – a-t-elle relevé – que cette visibilité n'apparaît qu'à partir du deuxième étage de l'édifice.

De la sorte, la cour s'en est tenue à la circonstance que les éoliennes pourraient être vues depuis le château. Bien qu'il soit, selon nous, possible de saisir une erreur de droit dans cette façon de raisonner, c'est la qualification juridique à laquelle elle aboutit que les requérants contestent pour l'essentiel, et que nous vous proposons de censurer.

D'abord, les éoliennes, ainsi que la cour l'a relevé, sont lointaines de la propriété des consorts F..., car situées à environ 2,5 kilomètres. A cette distance, si elles demeurent visibles, elles n'occupent qu'une place infime du champ visuel.

Ensuite, la cour a également relevé que ces éoliennes ne sont pas visibles depuis le rez-de-chaussée du château, et pas davantage depuis son premier étage, car elles sont cachées par des arbres. C'est uniquement à partir du deuxième étage et des combles qui le surplombent qu'elles sont visibles – et encore, partiellement seulement, les arbres continuant de les masquer pour partie.

Dans ces conditions, il nous semble que la visibilité lointaine et partielle des éoliennes est insusceptible d'affecter les conditions de jouissance du bien des consorts F.... Il nous paraît donc impossible, alors que l'affaire a été portée devant votre formation de jugement pour que vous éclairiez les juges du fond sur cette question, de confirmer sur ce point la qualification retenue par la cour.

Précisons que nous ne voyons pas pourquoi vous devriez traiter de façon particulière les permis de construire relatifs à des éoliennes – quelles que soient les fixations auxquelles ces structures donnent lieu. Or vous n'admettiez certainement pas le recours d'une personne occupant un bien situé à deux kilomètres et demi d'un immeuble de grande hauteur contre le permis de construire cet immeuble au seul motif qu'elle le voit depuis le deuxième étage de sa maison.

² Tendances qui n'est pas pour autant généralisée ; v. par ex., pour une application fidèle de votre jurisprudence, CAA Lyon, 28 février 2013, Société Parc Eolien de Sarry et autre, n° 12LY01689 12LY01742 ; CAA Douai, 27 septembre 2012, M. K..., n° 11DA01879 ; CAA Douai, 2 juin 2016, Société Elextrawinds France, n° 14DA00881.

Si vous nous suivez, vous annulerez donc l'arrêt pour erreur de qualification juridique. Vous pourrez régler l'affaire au fond. Dans la ligne de ce que nous vous avons dit, vous pourrez alors juger que la visibilité des éoliennes depuis le château n'était pas de nature à conférer aux requérants un intérêt pour agir. S'ils se prévalent également du classement du château au titre de la législation sur les monuments historiques, cet argument nous paraît devoir être écarté par le même raisonnement : dès lors, en effet, que les éoliennes ne sont visibles que dans le lointain, et depuis certaines parties seulement du château, elles ne sont pas susceptibles d'affecter sa valeur patrimoniale (c'est, en réalité, presque un *a fortiori*). D'autant qu'un visiteur contemplant le château depuis l'extérieur n'est pas en mesure de voir les éoliennes ; au demeurant, s'il lui vient l'envie de visiter l'intérieur du château, il ne les verra pas davantage, seuls le rez-de-chaussée et le premier étage étant ouverts au public.

Vous pourrez donc juger que les consorts F... ne sont pas fondés à se plaindre de ce que le tribunal administratif a rejeté leur demande. Vous rejetterez en conséquence les conclusions qu'ils ont présentées devant vous au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et pourrez faire de même, dans les circonstances de l'espèce, des conclusions présentées au même titre par la société P&T Technologie.

Tel est le sens de nos conclusions.